Pays basque

À son 14e congrès, la confédération ELA présente un projet « plus politique que jamais »

Christian DUFOUR et Adelheid HEGE *

La confédération Solidarité des travailleurs et travailleuses basques (Euskal Langileen Alkartasuna, ELA) a célébré son quatorzième congrès les 15 et 16 juin 2017 à Bilbao. La priorité à la lutte contre le précariat, qui concerne essentiellement des femmes, et contre le patriarcat dans l'organisation syndicale marque une nouvelle étape pour une confédération habituée à repenser ses modes d'action afin de prendre en compte l'ensemble de la condition salariale. Prenant acte des changements hostiles des règles de négociation, ELA fonde sa stratégie sur des mobilisations ciblées, aidée par sa capacité à transformer constamment son organisation.

ELA, organisation interprofessionnelle indépendantiste, conserve avec 36 % des voix aux élections de conseil d'entreprise la tête de la représentation en Hegoalde, Pays basque sud (Espagne) [1]. Après un effritement lié au chômage, son effectif d'adhérents progresse à nouveau.

Le congrès s'inscrit dans une période longue de transformations profondes au Pays basque, tant du point de vue politique qu'économique ou social. La place originale désormais occupée par ELA dans les débats sociaux et les défaillances structurelles qu'elle perçoit de la part des partis l'incitent à affirmer, à partir de sa pratique syndicale, plus explicitement encore son rôle comme acteur politique. Dès septembre 2017, le syndicat a montré ce qu'il entendait par là en proposant un engagement souverainiste aux diverses forces de gauche.

Fin de la lutte armée et reclassements au sein de la Communauté autonome basque

Annoncée en 2011, la renonciation à la lutte armée par l'ETA [2] n'a produit que lentement des effets sur les relations politiques et syndicales au sein de la Communauté autonome.

* Chercheur associé au CRIMT ; chercheure associée à l'Ires.

1. Le Pays basque sud, périmètre d'intervention d'ELA, comprend les trois territoires de la Communauté autonome du Pays basque (Comunidad autónoma del País Vasco, CAPV) – Gipuzkoa, Alava et Biskaia – et la Navarre. Pour une description des structures du Pays basque, une présentation historique de ELA et une analyse de ses évolutions organisationnelles voir Dufour, Hege (2009 ; 2013).
2. Euskadi Ta Askatasuna, « Pays basque et liberté ».

Les partis politiques propres à l'entité basque se sont partiellement repositionnés. Le PNV, parti de la droite nationaliste, continue d'exercer une hégémonie peu contestée dans les institutions basques. Il s'est officiellement distancié de sa revendication originelle d'indépendance pour privilégier la gestion d'une autonomie accrue, escomptant l'affaiblissement *de facto* des États nationaux et de l'État espagnol en particulier par le développement de la mondialisation. EH Bildu, né en 2012 du regroupement de partis nationalistes de poids inégaux et plus ou moins distants de la lutte armée, semblait devoir progresser rapidement après son entrée remarquée dans les instances de la Communauté autonome en 2012. Mais à ces mêmes élections en 2016, le PNV a repris près de 3 points à 37 %, distanciant nettement EH Bildu en recul de 4 points à 21 %. Le nationalisme dont se revendiquent ces deux orientations politiques revêt des sens très différents et les occasions de conflit entre eux à ce sujet sont quotidiennes. Podemos, peu à l'aise avec les questions nationales posées dans différentes parties de l'État espagnol, s'est installé d'un coup à 15 %, au détriment en particulier du PSE-EE (la branche basque du PSOE, le Parti socialiste espagnol), qui recule de plus de 7 points à 12 %. Le Parti populaire (PP) de Rajoy régresse de 2 points à 10 %.

Le PNV gouverne toutes les institutions au sein de la Communauté autonome et de la Navarre : les communautés elles-mêmes, les *Diputaciones* et les villes capitales des diverses entités. Il a passé une alliance en 2016 avec le PSE-EE dans la Communauté autonome basque, sur la base de sa nouvelle position concernant l'autonomie [3]. Le Parti populaire les appuie suivant les cas. Les partis nationaux espagnols, PP et PSOE essentiellement, ont dû prendre en compte cette nouvelle donne qui les prive d'un outil de lutte frontale contre l'indépendantisme. Il subsiste dans l'échange public des polémiques violentes sur le passif humain de la lutte armée et sur le sort des prisonniers politiques.

Les mouvements concernant l'indépendance en Catalogne sont observés avec grand intérêt. Mais la distance entre les deux situations reste profonde ; les cicatrices de la lutte armée restent brûlantes. Les sondages sont très défavorables à l'indépendance du Pays basque [4].

ELA, à travers sa fondation Manu Robles Arangiz, a été partie prenante du mouvement des « Artisans de Paix », initié en Iparralde (Pays basque nord, France), qui a conduit à assurer le désarmement effectif de l'ETA. Le démantèlement de cet arsenal militaire, disséminé depuis des décennies, a été réalisé à l'initiative de la société civile. Une grande manifestation à Bayonne le 8 avril 2017 a accompagné cette opération [5]. De nombreuses associations se sont regroupées autour de cette initiative, y compris la fondation culturelle de ELA en Iparralde ; et elles ont soutenu certains des *leaders* militants emprisonnés au cours de cette action.

ELA évalue positivement les changements politiques survenus au Pays basque concernant l'abandon de la lutte armée. Mais, pour cette confédération, le Pays basque et spécialement sa gauche *abertzale* (patriote) souffrent de déficits

3. J.-J. Kourliandsky, « La patrie entre Espagne et Pays basque », *Le Huffington Post*, 24 janvier 2017.
4. *Euskobarometro*, diciembre 2016 et *Abertzales en horas bajas* in *ABC*, 20 de septiembre de 2016.
5. https://bizimugi.eu/artisans-de-la-paix-le-8-avril-2017-une-journee-entree-dans-lhistoire.

programmatiques et pratiques lourds. Il s'agit non seulement de faire pièce électoralement au PNV pour la gestion des institutions, mais aussi de savoir quel projet social et politique anime le mouvement indépendantiste.

Pour ELA, le PNV vise surtout à administrer au profit des entreprises le statut de grande autonomie fiscale spécifique au Pays basque et à chacune des trois provinces qui le composent [6]. ELA s'est depuis plusieurs années saisi de cet enjeu, et articule les choix en matière de fiscalité comme une question centrale dans l'analyse des processus de rémunération et de redistribution. Ce thème permet d'assurer une confrontation concrète aussi avec les partis de gauche, en particulier EH Bildu, à chacun des niveaux où ils participent au pouvoir puisque, du fait de la large autonomie, ils y disposent de capacités de décision. Ils ne se prononcent pas suffisamment selon ELA pour une alternative au capitalisme ; ils restent trop timorés en matière sociale lorsqu'ils parviennent à des positions institutionnelles de décision, ce qui peut se décliner différemment dans chacune des trois provinces basques et la Navarre. Quant à Podemos, sa relation ambiguë avec les questions nationales se complique d'une implantation encore limitée à des résultats électoraux qui peuvent être fragiles dans un territoire très marqué par ses racines basques et les questions identitaires.

Dans le camp syndical, ELA devance en nombre de voix une autre confédération indépendantiste, LAB (18 %), avec laquelle elle entretient des liens étroits. Ensemble ces deux syndicats distancent largement les deux confédérations « espagnolistes » souvent en unité d'action que sont la Confederación sindical de comisiones obreras (CCOO, 20 %) et l'Unión general de trabajadores (UGT, 15 %) [7]. Jusqu'à ces dernières années, LAB se distinguait nettement de ELA, qui a toujours marqué son opposition à la lutte armée dans son projet d'indépendance. Désormais les possibilités de contacts entre les deux syndicats se sont renforcées (voir *infra*). Mais leurs caractères respectifs restent très marqués et ne peuvent évoluer que dans des temps assez longs. ELA pèse deux fois plus que LAB en termes électoraux dans les entreprises et bénéficie d'un dynamisme d'implantation qui se manifeste aussi en Navarre. Les deux syndicats sont souvent engagés en commun dans le lancement d'actions ; le déséquilibre se précise lorsqu'il s'agit d'animer des mouvements durs et prolongés. Ce type d'action est un élément stratégique pour ELA, particulièrement à l'égard des personnels les plus affaiblis dans la relation salariale (femmes, précaires…). Et la caisse de grève de ELA participe puissamment à la mise en œuvre de cette stratégie (Dufour, Hege, 2013), alors que LAB en est dépourvu.

6. ELA critique avec vigueur la relation instaurée entre partis politiques dominants et milieux d'affaires. La corruption qui contamine l'État espagnol n'épargne pas le Pays basque. La Catalogne ne connaît pas un statut fiscal autonome de cette ampleur.
7. Ces données électorales obtenues dans les élections aux conseils d'entreprise concernent l'ensemble Communauté basque et Navarre. Pour la seule Communauté, les résultats sont respectivement de 40 %, 19 %, 19 % et 11 %. Au Pays basque la concurrence syndicale et l'exigence qui s'ensuit permettent de considérer comme parfaitement robustes les données de la représentativité. Un accord de procédure électorale détaillé pour la CAPV et un autre pour la Navarre les singularisent par rapport au reste de l'Espagne.

Situation économique en reprise et transformations du salariat

L'Hegoalde est un espace économique très développé qui a peu à voir avec de larges parties de l'Espagne du sud en particulier. Au cours des 30 dernières années, il a assumé une transformation profonde de ses infrastructures et de ses forces économiques. Les industries anciennes y étaient frappées d'obsolescence et le taux de chômage, supérieur à celui de l'Espagne, dépassait 20 % dans les années 1980. La sourde et profonde opposition au franquisme n'en faisait pas un lieu soutenu par le pouvoir madrilène. Les restructurations permettent de faire baisser le chômage jusqu'à 3,5 % avant 2008 ; il se situe autour de 12 % en 2016 (10 % en Navarre), soit nettement moins qu'en Catalogne, à Madrid (15 %) ou dans le reste de l'Espagne (18 % en moyenne). Mais les jeunes souffrent d'un chômage dont le taux avoisine 28 %. La population en emploi baisse plus vite que la population active. Les salariés inscrits au régime de Sécurité sociale approchent le million en 2008 pour baisser jusqu'à 860 000 en 2014 et remonter à 920 000 à la mi-2017. Le chômage compte 80 000 inscrits en 2008, puis 170 000 en 2014 pour redescendre à 130 000 en 2017 (Lan Harremanen Kontseilua, 2017:16-18 ; tableau 1).

Le PIB par tête en 2016 se situe à 30 500 euros, à comparer aux 24 000 euros de l'Espagne en moyenne. Le taux d'endettement public du Pays basque est d'à peine 15 % d'un PIB qui s'exporte pour environ un tiers. Depuis la crise dite des *subprimes*, les politiques de redistribution publiques (impôts) et privées (salaires) ont rapidement conduit à une baisse de la part des salaires dans le partage des richesses (tableau 2).

À cette perte globale de revenus pour le travail en cinq ans (estimée à 2,3 milliards d'euros pour la Communauté autonome et la Navarre en 2015 par ELA) s'ajoute le creusement des inégalités au sein du salariat : entre hommes et femmes, jeunes et seniors, immigrés et résidents, hauts et bas salaires, etc. La faute en revient à la fois à l'inégale évolution des salaires et des conditions d'emploi, même si la progression des différentes formes de précarisation tend à rapprocher les deux sexes. 27 % des

Tableau 1. Emploi et chômage au Pays basque (2015-2017)

	Population active	Population occupée	Population au chômage	Population inactive
1er trimestre 2015	1 063 000	885 900	177 100	770 000
1er trimestre 2017	1 026 300	905 400	117 000	807 600
Variation	-36 700	+19 500	-60 100	+37 600

Source : Lan Harremanen Kontseilua (2017:21). Les différences entre les chiffres tiennent à la distinction entre chômages comptabilisé et estimé.

Tableau 2. Part des revenus salariaux dans le PIB (2010-2015)

En %

	2010	2015
Communauté autonome basque	49,2	46,7
Navarre	50,1	47,3 *
État espagnol	50,2	47,6

* 2014.
Source : document du Congrès de ELA.

femmes travaillent à durée déterminée (24 % des hommes), et plus de 20 % à temps partiel pour une moyenne de 18 % parmi les salarié(e)s.

Les données économiques du printemps 2017 sont assez favorables : le PIB a crû de 2,9 % au deuxième trimestre, pendant que l'emploi progressait de 2,2 %, selon l'Instituto Vasco de Estadística-Eustat. L'industrie basque a connu une avancée de 7,1 % de ses facturations en juin 2017 par rapport à juin 2016 et les commandes qui lui ont été adressées ont progressé de 14,8 % sur la même période, selon l'Instituto Nacional de Estadística. Les données concernant l'ensemble de l'État espagnol sont respectivement de 6,5 % et 7,1 %. Le chômage recule de près de 3 000 personnes en juin 2017 pour atteindre un total de 131 000.

L'évolution de l'emploi n'est pas aussi clairement favorable, selon une étude réalisée par le bureau d'études de ELA et publiée en juillet 2017 (Manu Robles-Arangiz Institutua, 2017). Sur quelque 300 000 contrats conclus au premier trimestre 2017, 36 % sont à temps partiel (dont 49 % pour les femmes) et 91 % sont temporaires. Les contrats à temps partiel féminins recouvrent des horaires souvent très brefs. Les durées des contrats seraient pour 11,8 % de moins d'une semaine et pour 45,7 % de moins d'un mois. Nombre de ces contrats sont en outre des contrats de sous-traitance.

La même étude reconnaît une baisse du chômage. Mais elle est concomitante à un recul de la population active. Reprenant des données de l'Instituto Nacional de Estadística, ELA fait état d'un déficit de 123 000 emplois de 2009 à 2017, aux premiers trimestres, et ce malgré une progression des services. La construction a perdu plus de 45 % de ses emplois et l'industrie, malgré une reprise significative, est toujours 10 % en dessous de son niveau de 2009 (tableau 3). Il s'agissait des plus anciens bastions syndicaux de ELA.

Le Conseil basque des relations du travail (Lan Harremanen Kontseilua, 2017) constate lui-même en juillet 2017 une augmentation des tensions liées au travail. De janvier à mai 2016, 65 grèves avaient été organisées ; ce chiffre est passé à 90 pour la même période en 2017. Les délais de négociation d'accords se prolongent, et seulement là où CCOO et UGT sont en meilleure position, quelques rares négociations de branche sont parvenues à des conclusions [8]. Le président de cette institution souligne les difficultés d'application des nouvelles règles de négociation introduites par les réformes successives du droit du travail. Les

Tableau 3. Évolution de l'emploi par secteur (2009-2017)

	1er trimestre 2009	1er trimestre 2013	1er trimestre 2017
Agriculture	28 500	29 500	26 600
Construction	113 000	70 700	60 700
Industrie	303 000	247 100	276 300
Services	802 400	790 000	806 800
Total	1 247 100	1 137 400	1 170 400

Source : Manu Robles-Arangiz Institutua (2017).

8. Lan Harremanen Kontseilua (2017). *Cf.* aussi « La insatisfacción laboral genera un aumento de las huelgas en el País Vasco », *El Mundo, País Vasco*, 19 de julio de 2017. Le Conseil basque des relations du travail, paritaire, est l'une des instances de dialogue social auxquelles ELA ne participe pas, à la différence de l'ensemble des autres organisations.

négociations désormais prioritairement menées à Madrid ont du mal à s'appliquer au Pays basque ; seuls 25 % des accords qui y sont mis en œuvre relèvent de ce qui a été négocié centralement. Du coup, les textes vieillissent. Seuls 28 % des salariés disposent d'accords actualisés, les autres sont soit en cours de renégociation et maintenus, soit devenus purement et simplement ineffectifs. Les négociations d'entreprise ne parviennent pas à compenser les taux de couverture affaiblis au niveau des branches. Il faut donc prendre avec prudence les chiffres qui indiquent que l'industrie couvre plus de 98 % de ses salariés par des accords. Selon ces mêmes statistiques, les services ne le font qu'à moins de 85 %. Les hommes sont ainsi couverts à 95 % par des accords et les femmes à 83 %. Signe que les difficultés commencent à être prégnantes, en janvier 2017 un accord a été conclu au Pays basque pour reconnaître la prévalence des accords qui y sont conclus sur ceux qui viennent de l'État central, mais des difficultés juridiques et d'application subsistent.

En tout état de cause, que ce soit du fait de la transformation de la part des emplois par secteur ou des nouvelles règles de la négociation collective, la vie économique et sociale a été profondément bouleversée [9].

Une organisation maîtrisée, en progression et transformée

Au cours des années 2012-2016, les adhésions à ELA ont baissé de 7 % (de 105 000 à 98 000 adhérents). Ces 7 000 pertes d'adhérents représentent la part du feu revendiquée par la croissance du chômage et la baisse du niveau d'emploi. Le BTP et la construction ont particulièrement souffert. Mais la concession à la mauvaise situation économique doit être relativisée : le chômage a plus que doublé entre 2008 et 2014 et en 2017 le niveau d'emploi de 2008 n'a toujours pas été retrouvé.

Or, depuis début 2017, ELA enregistre une augmentation de son effectif d'adhérent(e)s.

Derrière les chiffres bruts, quelques données signalent une transformation de la base syndicale. Entre deux congrès, la part des femmes est passée de 40 % à près de 44 % parmi les syndiqué(e)s. Le taux de syndicalisation à ELA des femmes du Pays basque est passé de 8,6 à 8,9 % sur la même période, alors que celui des hommes reculait de 10,3 % à 9,9 %. 55 % des syndiqué(e)s ont moins de 50 ans, dont la moitié moins de 40.

Suivant une politique d'autonomisation des ressources menée systématiquement depuis 25 ans, ELA parvient à assurer plus de 92 % de son financement par les seules cotisations des membres. Ces données sont vérifiées annuellement par des journalistes invités à consulter directement les livres d'affiliation et de cotisation et à contrôler la réalité des versements bancaires afférents. Avec un taux de cotisation élevé, toujours approuvé sans réserve par le congrès, ELA dispose pour ses membres d'une caisse de grève qui lui permet de mener des actions longues dans les endroits stratégiques pour peu qu'ils manifestent une préparation suffisante (encadré).

9. L'inscription d'étrangers à la Sécurité sociale a crû de 7,39 % en juillet 2017 par rapport à juillet 2016, soit une progression de 3 891 personnes à 56 545. 38 102 affiliés proviennent de pays hors Union européenne, 4 928 sont Marocains, 3 028 Boliviens, 2 965 Nicaraguayens. Les 18 443 affiliés de l'UE sont pour 8 770 roumains, 3 633 portugais et 369 italiens. *El Mundo*, 23 de agosto de 2017.

Les cibles prioritaires de l'action gréviste portent sur les lieux où les contrats de travail sont très détériorés. Ainsi, les travaux publics routiers ont été l'objet au cours des dernières années d'une grève de 11 mois, qui visait à attribuer aux travailleurs non déclarés au Pays basque des conditions égales à celles des travailleurs locaux. Les maisons de retraite et les services externalisés des services publics (cantines, centres sportifs…) qui emploient des salarié(e)s à des conditions très inférieures à celles des services publics classiques connaissent aussi une conflictualité longue et souvent victorieuse. Pendant l'été 2017, les maisons de retraite ont justement fait parler d'elles en prolongeant à la mi-août pour un mois une grève déjà entamée depuis plus de 270 jours [10]. Les animateurs d'activités sportives publiques sont parvenus à faire progresser de 45 % les plus bas salaires de leur convention suite aussi à une grève de cinq jours : leur accord collectif était bloqué depuis 2009.

Cela permet à ELA de mettre à son actif une forte progression parmi les salarié(e)s en emplois précaires de toutes sortes. Cette stratégie repose sur des transformations organisationnelles. La confédération a regroupé les salarié(e)s au sein de trois fédérations seulement : industrie, services privés, secteur public (tableau 4). Les deux fédérations du privé se distinguent en réalité moins par leurs champs d'activité économique que par leurs modes d'organisation des salarié(e)s. « L'industrie » regroupe les salarié(e)s qui connaissent des lieux de travail quasi uniques et des équipes stables. « Les services privés » couvrent les salarié(e)s qui connaissent une multiplicité de lieux de travail et n'appartiennent pas à une communauté permanente de travail. « C'est moins le type d'activité de l'entreprise qui fait la différence, que la situation individuelle et collective des salarié(e)s. Une usine de la métallurgie ou de l'agroalimentaire ou de la chimie ou des agences bancaires peuvent s'organiser de façons assez similaires. Mais les femmes qui font du nettoyage de nuit, les intermittents, les diverses formes d'emplois précaires ou les toutes petites entreprises demandent une autre forme de présence syndicale. On rattache les entreprises à l'une ou l'autre fédération suivant ces critères » (responsable ELA de la syndicalisation). Pour perfectionner cette organisation, chaque *comarca* (union locale) dispose d'un permanent représentant simultanément les deux fédérations. Il s'agit de favoriser localement les contacts entre différents types de salarié(e)s et de coordonner leurs actions. Ce découpage organisationnel a désormais fait ses preuves et l'implantation auprès des employé(e)s « atypiques » constitue l'essentiel de la progression numérique de la confédération. « Pour nous, l'organisation des précaires n'est plus une question insoluble », affirme ce même responsable.

L'exemplarité, la mise en scène et le succès des conflits font partie de cette

10. « Las trabajadoras de las residencias seguirán de huelga hasta el 17 de septiembre e intensificarán las movilizaciones en Aste Nagusia », *El Mundo, Pais Vasco*, 17 de agosto de 2017. Après plus de 300 jours de grève, un accord a été signé le 27 septembre 2017 entre ELA et l'organisation principale d'employeurs du secteur (40 % des effectifs). Les revendications des grévistes se trouvent satisfaites pour l'essentiel : semaine de 35 heures, salaires mensuels nets de 1 200 euros, rémunération des jours d'absence pour maladie, formation continue longue, bonus salarial pour le travail le dimanche, prolongation à sept semaines des congés payés. La grève se poursuit jusqu'à l'obtention de la signature d'une organisation d'employeurs supplémentaire ; le seuil de 50 % de représentativité patronale sera alors atteint et l'accord deviendra convention collective pour les 5 000 salarié(e)s en Biscaye.

Encadré

Caisse de grève, outil stratégique

Pour l'année 2012, le soutien « ordinaire » aux grévistes par la caisse de grève de ELA se monte à 800,65 euros mensuels. Il peut croître jusqu'à 920,75 euros si 35 % des personnels de l'établissement en grève sont syndiqués à ELA. Un troisième niveau de soutien peut arriver jusqu'à 1 601,30 euros si 30 % des grévistes sont de ELA, et si 75 % des salariés soutiennent une grève considérée comme stratégique par la confédération. Entre 2012 et 2016 ELA a consacré plus de 19 millions d'euros à ces compensations. Dans cette période, le Conseil économique basque décompte 514 grèves, auxquelles plus de 100 000 travailleurs ont participé et qui ont entraîné la perte de plus de 400 000 journées de travail [1].

1. J. Izarra Josean, « ELA paga hasta 1.733 euros mensuales a los trabajadores que participan en sus huelgas » *El Mundo, Pais Vasco*, 31 de julio de 2017, http://www.elmundo.es/pais-vasco/2017/07/31/597ec7efe2704eb7328b45c7.html.

stratégie. De juin à mi-juillet 2016, le Musée des Beaux-Arts de Bilbao a été le théâtre (au sens propre) de cette stratégie. À la clé, les emplois externalisés ont été réintégrés et des salaires doublés (Elorrieta-Agirre, 2017). La couverture médiatique et la mobilisation dans les rues de Bilbao de la population constituaient l'un des éléments de l'action syndicale. Suite inattendue, la fréquentation du musée a crû considérablement en 2016 malgré les semaines de fermeture gréviste.

Anti-précarité et féminisme comme axes stratégiques

Le congrès, parmi d'autres résolutions acceptées à la quasi-unanimité, a confirmé une stratégie d'implantation et de transformation du syndicat qui passe par les axes structurants que sont la lutte contre la précarité et la mise en cause du « patriarcat syndical » [11].

Précarisation et emploi féminin vont souvent de pair. ELA s'est lancée dans

Tableau 4. Structure de l'adhésion à ELA en mars 2017

Fédération	Adhérents	%
Industrie et construction	39 260	39,67
Secteur public	32 910	33,26
Services	26 790	27,07
Total	98 960	100,00

Source : ELA, documents du congrès.

11. Les cinq résolutions sont, dans l'ordre de présentation : 1. pour un syndicalisme non patriarcal, non à la violence sexiste ; 2. pour un droit à travailler au Pays basque, contre l'assimilation culturelle ; 3. engageons-nous à être parties prenantes des alternatives sociales et écologiques ; 4. pour un système universel de prestations sociales : défense des droits, contre la discrimination et la xénophobie ; 5. pour la liberté des peuples. Pour la République catalane. À trouver sur http://www.ela.eus/es/kongresua/documentos/resolucionesdenak_cas.pdf.

l'expérimentation envers les précaires depuis plus de dix ans et en a tiré des enseignements essentiels concernant sa propre structuration. Le développement implicite d'un modèle industrialiste et masculin a dû être remis en cause, en particulier dans les modes de travail des organes syndicaux. « En la matière, on a compris que la transformation devait venir du plus haut de l'organisation, sinon on courait à l'échec » (responsable organisation). Il s'agit désormais de « repenser l'organisation dans une perspective de genre », comme s'intitule un chapitre de la résolution générale (ELA, Ponencia, 2017:42). Des postes ont été financés par la confédération pour assurer le développement ciblé dans les entreprises les plus susceptibles de faire des salarié(e)s précaires un nouveau moteur de la logique organisationnelle. Toutes les structures du syndicat sont appelées à participer à des mobilisations censées faire école et modeler le type de syndicalisme voulu par ELA. Il ne s'agit pas de respecter le rattachement organisationnel à telle ou telle fédération, mais d'apprécier l'impact de chaque conflit pour l'ensemble des salarié(e)s, au moins localement. Des grèves très longues (plus de deux ans dans quelques cas) ont été soutenues par la caisse de grève. Elles ont permis de constituer un fond d'expérience. Des responsables issues de ces luttes ont été intégrées par le syndicat pour assurer son développement. Au fil des années, les luttes contre le précariat menées par des salarié(e)s précaires ont coloré l'ensemble de la pratique syndicale et de son orientation. Cette ligne d'action est conçue comme une stratégie de lutte anticapitaliste et un mode d'opposition aux stratégies de division du salariat, ainsi que comme un lieu décisif d'affirmation de son identité.

Les employeurs ont appris de leur côté que l'engagement d'ELA auprès de salarié(e)s précaires était un gage de conflit voué au succès syndical.

ELA dispose parmi ses moyens d'action de permanents juridiques – des avocat(e)s – qui accompagnent les actions tant collectives qu'individuelles. Ces services juridiques sont décentralisés dans les *comarcas*. Des enquêtes d'opinion diligentées par ELA soulignent que les adhérents comme les salariés plus généralement partagent majoritairement les choix stratégiques et organisationnels de la confédération. Elles montrent en particulier que la stratégie de développement local interprofessionnelle, avec ses retombées en termes de services concrets, est particulièrement bien comprise par la population.

Ces actions engagées sur la longue durée ont amené la confédération à s'interroger sur ses modes d'organisation et de production des revendications. Elle a entrepris depuis deux années une action interne d'analyse et de réflexion sur les modèles patriarcaux qui imprègnent les pratiques et les structures syndicales. La résolution sur « la lutte contre le patriarcat syndical » et sur ses implications pour le modèle organisationnel a été la première à être soumise au débat ; elle a été adoptée à l'unanimité.

Un syndicat patriote et de classe affirmant son rôle politique

ELA se définit comme un syndicat *abertzale* (terme qui peut aussi se traduire par patriote et/ou nationaliste) et de classe. Cette double affirmation identitaire est posée pour se différencier des organisations syndicales qualifiées « d'espagnolistes » et des partis

politiques qui se destinent à la gestion du capitalisme (Elorrieta, 2016).

Le syndicalisme nouveau porte-drapeau du souverainisme

La renonciation à la lutte armée permet plus facilement à ELA et LAB de manifester leurs proximités. Le 4 septembre 2017, les deux confédérations ont pris une position commune appelant les partis de gauche basques (EH Bildu et Podemos Euskadi) à s'engager dans une démarche visant un souverainisme « unilatéral et social [12] ». Entre de nombreuses raisons, les deux syndicats plaident en particulier pour la mise en œuvre d'un régime de relations professionnelles en rupture avec celui imposé par Madrid, élaboré au sein du Pays basque, répondant à ses caractéristiques et à la place de ses acteurs, qu'il s'agisse des procédures de négociation ou de la protection sociale. Une fiscalité plus redistributive, une répartition plus équitable des richesses et une économie respectueuse de l'environnement font partie de cette proposition de plate-forme commune, qui comprend aussi la promotion et le développement de l'espace culturel basque.

Cette affirmation de la prégnance syndicale dans le champ politique s'exprime au moment où, d'un côté, la Catalogne prépare son référendum et où, d'un autre côté, se discute une refonte du statut d'autonomie de la Communauté basque. Dans leur appel, LAB et ELA critiquent vertement les orientations des discussions du PNV et de ses alliés avec le gouvernement de Rajoy. Ces acteurs basques ne parviennent au demeurant pas à s'accorder entre eux. Le PNV a lancé le 1er septembre un appel à EH Bildu pour lui proposer une collaboration dans le cadre de cette réécriture du statut d'autonomie de la Communauté basque [13]. La réponse de l'un des *leaders* d'EH Bildu a été immédiate et sèche envers cette offre considérée comme « vide » du fait de la décision du PNV « de maintenir la dépendance à l'égard de Madrid… », ainsi que le font le PSOE et le PP. Le choix de EH Bildu irait dans le sens d'une « réforme fiscale, de plus de justice sociale et du bien-être de la majorité [14] ». Il s'agit d'un écho à la position de ELA et LAB, pour qui, non seulement le PNV et ses alliés ne remettraient pas en cause la place dominante de Madrid, mais chercheraient surtout à étendre *de facto* les capacités de gestion de la Communauté au profit des « élites » basques.

À l'approche du projet de référendum catalan, l'ensemble des acteurs politiques de la péninsule sont mobilisés sur ce thème qui soumet à rude épreuve des cohésions partisanes déjà fragiles. Le PNV, à ce moment du débat au sein de l'État espagnol, n'apporte qu'un soutien distant aux prétentions autonomistes de la Catalogne. En outre, sa représentation au Parlement basque ne parvient pas à se mettre d'accord sur le projet de refonte du statut. Le PSOE, secoué par des luttes pour le *leadership* interne, s'est mis à la recherche depuis son congrès de juin d'une « plurinationalité » pour

12. « ELA y LAB defienden un proceso soberanista unilateral y social », ELA Sindikatua, ELA/LAB, 2017, 4 de septiembre de 2017, http://www.ela.eus/es/noticias/ela-y-lab-defienden-un-proceso-soberanista-unilateral-y-social.
13. « El PNV tiende la mano a EH Bildu para "trabajar por el país" », *El País, País Vasco,* 1 de septiembre de 2017, https://elpais.com/ccaa/2017/09/01/paisvasco/1504286868_531826.html.
14. « Urizar tacha de "vacía" la oferta de colaboración del PNV a EH Bildu », *El Mundo País Vasco*, 2 de septiembre de 2017, http://www.elmundo.es/pais-vasco/2017/09/02/59aae947ca4741d33c8b461c.html.

refonder l'Espagne [15] : combien l'Espagne compte-t-elle de nations ? *El País*, journal madrilène dominant le monde des médias et vent debout contre les « sécessionismes », se plaît à mettre en évidence la « quadrature du cercle » insoluble pour le PSOE [16]. Podemos, divisé sur des problèmes d'organisation de sa démocratie interne, tente de trouver sa place dans le processus catalan [17] ; sa déclinaison basque, secouée par un conflit de *leadership*, parvient difficilement à trouver sa propre ligne de conduite. Le PSE-EE a compris la menace de la position syndicale pour sa propre stratégie et se fait fort d'impulser un agenda social à la majorité de la Communauté une fois le nouveau statut adopté. Le PP, derrière Rajoy, maintient une ligne de fermeté pour défendre l'intégrité de l'État espagnol. Les multiples affaires de corruption qui le minent sont ainsi quelque peu mises au second plan mais n'attendent qu'une occasion pour ressurgir.

La veille de la publication de l'appel des deux confédérations, *El País* donnait la parole à trois sociologues basques. Pour eux les risques de contamination du Pays basque par la démarche catalane seraient à exclure [18], tant leurs histoires et leurs conditions de sortie de la crise récente sont différentes.

La démarche syndicale semble avoir contre elle, outre les forces politiques dominantes, les sondages et les analyses expertes. Les deux organisations connaissent suffisamment bien leur terrain pour être conscientes de ces lourds obstacles. Il s'agit pour elles de prendre date et de se profiler comme des forces de proposition, dans un moment très sensible de débat dans l'opinion publique, après la fin de la lutte armée, pour donner un sens enviable à l'idée de souveraineté basque. Elles savent qu'il s'agit d'un travail de longue haleine

Une conception éminemment politique de la négociation collective

Pour ELA, comme l'a montré le passage au pouvoir du PSOE à Madrid, la social-démocratie n'est pas une solution. Ses diverses versions européennes et le soutien dont elles bénéficient au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES) ne sont pas plus acceptées par l'organisation basque, membre de cette confédération depuis sa fondation. Cela n'a pas empêché le secrétaire général adjoint de la CES, présent au congrès, de faire part de son accord avec les pratiques et les perspectives syndicales de ELA.

Face à ce que ELA considère comme une défaillance lourde et durable des partis politiques de gauche, la confédération revendique son rôle politique et, au congrès, a promis de l'assumer en même temps que son rôle syndical. « Nous serons plus politiques que jamais dans les années à venir », a prévenu son secrétaire général au congrès avant d'être réélu à près de 88 % avec l'ensemble de l'équipe de direction. Cette fonction politique se comprend comme une prise en compte

15. J. Marcos, « Pedro Sánchez propondrá al congreso del PSOE que vote la plurinacionalidad de España », *El País*, 25 de mayo de 2017, https://politica.elpais.com/politica/2017/05/25/actualidad/1495714352_983478.html.
16. J. Marcos, J.J. Mateo, « El PSOE y la cuadratura de la plurinacionalidad », *El País*, 3 de septiembre de 2017, https://politica.elpais.com/politica/2017/09/02/actualidad/1504375778_375960.html.
17. E. Garcia de Blas, « Iglesias, Colau y Domènech celebrarán su propia Diada por la "soberanía de Cataluña"», *El País Cataluña*, 3 de septiembre de 2017, https://elpais.com/ccaa/2017/09/01/catalunya/1504261657_669635.html.
18. Luis R. Aizpeolea, « Cataluña y Euskadi, en las antípodas », *El Pais*, 3 de septiembre de 2017, https://politica.elpais.com/politica/2017/09/03/actualidad/1504461950_517938.html.

de l'ensemble de la condition salariale : les revenus salariaux et sociaux, les relations hommes-femmes, les conditions d'accès à la santé, la politique fiscale, l'identité basque etc. constituent autant d'éléments intrinsèques au statut salarial et auxquels un syndicat doit apporter des réponses. Moins que d'un refus abstrait de la division du travail entre syndicats et partis politiques qui laisserait à ces derniers le rôle de décideurs stratégiques et aux premiers celui de gestionnaires des conséquences sociales de ces décisions, il s'agit d'une déclinaison systématique de la logique d'action collective qu'a entreprise ELA depuis plus de 25 ans (Dufour, Hege, 2009, 2013). La négociation collective, qui constitue un élément essentiel de la stratégie de ELA, ne se comprend pas seulement comme une activité de marchandage. Il s'agit à travers elle de faire s'exprimer l'identité de groupes variés au sein d'un salariat qui se comprend comme élément d'une classe sociale. Dans ce sens, la négociation collective, appuyée sur la démocratie syndicale et l'action gréviste, ne s'inscrit pas dans l'acception dominante du dialogue social. ELA a quitté les lieux institutionnels du dialogue social, renonçant aux revenus financiers qui y étaient liés [19]. « On y perdait énormément de temps, et on devait discuter en interne des thèmes qui ne nous intéressaient pas vraiment, qui n'étaient pas centraux pour notre stratégie syndicale » (secrétaire générale adjointe). Le rapport au congrès qualifie de « farce » le dialogue social, qui ne fait qu'entériner des décisions prises ailleurs et qui vont contre les intérêts des salariés. Ce faisant, ELA marque sa différence avec les syndicats « espagnolistes » qui tirent l'essentiel de leurs revenus de leur présence dans ces instances. ELA veut au contraire trouver ses ressources d'influence dans la multiplicité de ses interventions de terrain, hier essentiellement dans la négociation de branche, aujourd'hui et demain dans les luttes d'entreprises.

Conclusion : un rôle *leader*

La revendication d'être un acteur politique incluant le souverainisme basque inquiète dans les milieux politiques, au sein et au-delà de l'Hegoalde. L'alliance entre PNV, PSE et PP s'offusque de « l'agitation sociale » que crée ELA avec sa stratégie « plus politique que syndicale [20] ». L'influence désormais décisive exercée par ELA dans sa zone d'intervention est ainsi reconnue par ses principaux opposants ; ils craignent que le savoir-faire organisationnel et stratégique de cette confédération d'origine catholique et corporatiste ne serve d'aimant puissant à des alliés encore indécis, tels que LAB et EH Bildu, et de lieu focal pour des populations salariées qui se sentent menacées. La position commune de ELA et LAB semble leur donner raison.

Les transformations de la législation espagnole concernant les processus de négociation collective entamées par le PSOE sous Zapatero (2010) et poursuivies par le PP sous Rajoy (2012) ont conduit ELA à toujours plus fonder son implantation sur l'« *empowerment* » de bases sociales diverses mais fortement coordonnées dans l'échange syndical.

19. Il s'agit en particulier des instances de formation professionnelle, très rémunératrices pour les syndicats de la péninsule, des comités sociaux, de commissions de branches diverses…
20. « El mayor sindicato vasco impulsa con Bildu un frente de agitación soberanista. ELA suma fuerzas con los abertzales contra la gestión del lehendakari Urkullu », *El País*, 23 de junio de 2017.

Puisque les branches ne sont plus vraiment pertinentes pour améliorer la situation des salariés, il faut intervenir au plus près d'eux, dans les entreprises. Cette agilité stratégique appuyée par une grande plasticité organisationnelle trouve du répondant auprès de jeunes générations de militant(e)s. Et des syndicats voisins de l'État espagnol (Catalogne…), insérés parfois dans les deux confédérations dominantes, sont venus en observateurs intéressés au congrès de Bilbao.

ELA redonne sens à cette vérité ancienne du mouvement ouvrier, que « les droits sociaux ne sont pas seulement des protections "offertes" aux plus fragiles, ils constituent les instruments de cette démocratie en action et le ciment qui permet de "faire société" [21] ». Il fait sans doute partie de ce parcours que les « plus fragiles », les femmes en l'occurrence, soient les actrices centrales de cette prise en compte. Les droits sociaux, par et dans leur conquête, sont l'expression de la démocratie en action ; ils ne se réduisent pas au statut de bénéfices découlant d'une offre étatique et de son corolaire électoral. Et ce d'autant moins lorsque l'État est considéré comme non légitime.

Sources :

Dufour C., Hege A. (2009), « Pays basque : 12e congrès de ELA, confédération syndicale basque », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 117, mars, p. 27-36.

Dufour C., Hege A. (2013), « Pays basque : Congrès de ELA : redéfinir les priorités syndicales en temps de crise », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 140, avril, p. 41-54.

ELA (2017), *Ponentzia, Indarberritzen*, 14. Kongresua, 15-16 junio, http://www.ela.eus/eu/kongresua/dokumentuak/ponentzia_eus.pdf.

Elorrieta J. (2016), *Una mirada sindical contracorriente, classe, territorio y nuevas alianzas*, Barcelona, Icaria.

Elorrieta-Agirre A. (2017), « Museo Bellas Artes de Bilbao, El arte de la huelga », IZAN TA ESAN, n° 5, Junio.

Kortabarria G. (2015), *No pudimos ser amables, ELA 1976-2006*, Arre, Pamiela.

Lan Harremanen Kontseilua, Consejo de Relaciones Laborales (2017), *Situación socio-laboral in Euskadi, I trimestre de 2017*, Mayo, http://www.crl-lhk.eus/images/infSociolaboral/I_trimestre_2017.pdf.

Manu Robles-Arangiz Institutua (2017), « El empleo no crece », *Análisis de coyuntura*, 134, Julio.

Participation des auteurs au congrès, interviews de membres de l'exécutif et du bureau national de ELA, juin 2017.

21. S. Kott, « La citoyenneté sociale, école de la démocratie, les assurances sociales allemandes à la fin du XIXe siècle », France Culture, 30 juin 2017, https://www.franceculture.fr/emissions/petit-precis-dhistoire-lusage-des-candidats/la-citoyennete-sociale-ecole-de-la-democratie.